

## AKTUELL

## FINANCEMENT

# Les ONG sous pression

Tatiana Salvan

**Dans un rapport publié lundi, la Cour des comptes européenne déplore la « trop grande opacité » des fonds européens accordés aux ONG. Un document qui pourrait relancer la controverse autour du financement des associations de défense de l'environnement.**

Entre 2021 et 2023, l'Union européenne (UE) a accordé plus de sept milliards d'euros à quelque 12.000 organisations non gouvernementales (ONG) – 4,8 milliards par la Commission européenne (CE) et 2,6 milliards par les États membres. Ces financements sont octroyés dans le cadre des principales politiques internes de l'UE, notamment les politiques de cohésion, de recherche, de migration et d'environnement.

Mais pour la Cour des comptes européenne (CCE), basée à Luxembourg, même « s'il y a du mieux » par rapport au précédent audit, datant de 2018, les informations concernant ces financements restent « fragmentées et peu fiables ». « La Commission européenne collecte certes davantage d'informations sur les financements accordés par l'UE à des ONG, mais leur divulgation n'est toujours pas optimale. En outre, les États membres n'assurent pas de suivi et ne rendent pas compte de ces financements (...) », écrit-elle. Si les activités de lobbying et de sensibilisation ne sont pas interdites, la Cour estime en effet qu'elles ne « sont pas clairement affichées » comme telles et déplore l'absence « d'une vue d'ensemble fiable des dépenses européennes en faveur d'ONG ». Elle pointe également « l'absence de vérification active des valeurs européennes » et regrette que la CE ne vérifie pas en particulier certains aspects « cruciaux » du statut des ONG, dont la définition varie d'un pays à l'autre. Se basant uniquement sur des déclarations faites sur l'honneur, la CE ne s'assure pas suffisamment, selon la CCE, de l'indépendance des ONG vis-à-vis des pouvoirs publics ou de potentiels intérêts commerciaux. Un manque de transparence qui risquerait « d'entacher la réputation de l'UE ».

## Deux poids, deux mesures

Nul doute que ce rapport, réalisé suite à « l'invitation par le Parlement européen à renforcer la transparence des financements octroyés par l'UE », va donner du grain à moudre aux eurodéputés de droite et d'extrême droite. Depuis le début de l'année, iels crient au « scandale vert » et appellent à l'arrêt des financements des ONG, ac-

cusant la CE d'avoir financé un « lobby vert » et d'avoir « engraisé pendant des années des activistes proenvironnement avec l'argent des contribuables » (Alter Echos). « Il n'est pas acceptable que la Commission européenne paye des ONG pour influencer des députés vers des politiques écologistes de gauche qui vont à l'encontre de l'agriculture et de l'économie », lançait Angelika Winzig (PPE, droite), le 23 janvier à Strasbourg, citée par Mediapart. Plusieurs de ces députés remettent en effet en question le programme LIFE, un fonds budgétaire de 5,4 milliards d'euros alloués sur la période 2021-2027 à des projets dans les domaines de l'environnement et du climat, qui comporterait des « zones d'ombre ». Dans son rapport, la cour dit avoir trouvé deux cas dans lesquels les subventions du programme LIFE ont servi à financer des « activités de sensibilisation auprès de décideurs politiques ».

Les socialistes, qui ne s'opposent pas à davantage de transparence, voient cependant dans ces attaques une volonté d'affaiblir les ONG et la société civile œuvrant en faveur de l'environnement, ainsi qu'une campagne participant aux nombreuses tentatives de détricotage du Pacte vert, pour laquelle la droite et l'extrême droite n'hésitent plus à faire alliance. Le mouvement citoyen WeMove Europe, engagé en faveur de la justice sociale et économique et du développement durable, dénonce également une volonté de réduire au silence les voix des défenseuses de l'environnement. Dans une pétition mise en place pour stopper tout projet de réduction du programme LIFE, il n'hésite pas à pointer les 1,3 milliard d'euros dépensés chaque année par les multinationales, telles que Shell, Exxon ou Bayer, pour leur lobbying à Bruxelles.

Dans une déclaration adressée à la CCE suite au rapport publié lundi, et mentionnée par l'agence de presse autrichienne (APA), la CE a indiqué que « les ONG ne se distinguent pas des autres demandeurs » lorsqu'il s'agit d'obtenir des fonds européens et que le statut d'ONG ne présente pas de risque plus élevé pour le budget que d'autres bénéficiaires. Si l'exigence d'une plus grande transparence dans l'attribution des fonds européens est absolument nécessaire, elle doit cependant s'appliquer à tous, y compris « aux lobbys industriels et agricoles », comme l'a déclaré l'eurodéputée Lena Schilling (Verts).

## SHORT NEWS

## Aufruf: Lebendiges Klimamuseum

(mc) – Unter dem Motto „Unsere Kraft, unser Planet, unsere Geschichte“ starten die Veranstalter Cell (Citizens for Ecological Learning and Living), Greenpeace, Klike und ASTM (Action Solidarité Tiers Monde) in diesem Jahr eine neue Initiative rund um den internationalen Tag der Erde: das „lebendige Klimamuseum“. Das partizipative Projekt rückt menschliche Erfahrungen in den Mittelpunkt der globalen Umweltkrise, die bislang häufig nur über Zahlen und Statistiken vermittelt wird. Zur Verwirklichung des Projekts sind alle Einwohner\*innen Luxemburgs dazu aufgerufen, eigene Beiträge in Form von Briefen, symbolischen Objekten, Fotografien oder kurzen Videos von maximal drei Minuten einzureichen. Diese sollen am „Earth Day“, dem 22. April, im Rahmen des jährlich stattfindenden Marschs für die Erde gezeigt werden. Ziel ist es, persönliche Perspektiven auf den Klimawandel sichtbar zu machen und ihnen im öffentlichen Raum Gehör zu verschaffen. Ausgangspunkt ist dieses Jahr um 14 Uhr die Place de l'Europe in Luxemburg-Stadt. Der Marsch für die Erde wird bereits seit mehreren Jahren rund um den Earth Day in Luxemburg organisiert. Das lebendige Klimamuseum ist hingegen neu. Ähnliche Formate wurden bereits international umgesetzt. Greenpeace Indien stellte beispielsweise 2024 persönliche Geschichten zur Hitzekrise aus. Beiträge können bis zum 15. April per E-Mail an [temoignages.earthday@cell.lu](mailto:temoignages.earthday@cell.lu) oder via Instagram eingereicht werden – entweder durch Markieren der Accounts [@cell\\_luxembourg](https://www.instagram.com/cell_luxembourg), [@greenpeacelux](https://www.instagram.com/greenpeacelux) und [@act4solidarity](https://www.instagram.com/act4solidarity) oder durch Verwendung der Hashtags [#muséeclimatique](https://www.instagram.com/hashtag/muséeclimatique), [#earthdayluxembourg](https://www.instagram.com/hashtag/earthdayluxembourg), [#earthday2025](https://www.instagram.com/hashtag/earthday2025) und [#ourpowerourplanet](https://www.instagram.com/hashtag/ourpowerourplanet).

## Liberty Steel : l'absurde à l'œuvre

(fg) – La situation des salarié·es de l'usine Liberty Steel vire au scénario kafkaïen. Alors que le site dudangeois est en faillite depuis novembre et qu'un repreneur s'est manifesté en janvier, le personnel se trouve dans un entre-deux l'obligeant à pointer au chômage, tout en restant disponible pour la reprise des activités, prévue en juin. Le sidérurgiste turc Tosyali Holding va racheter l'usine, « sauf qu'on ne reprend pas un site industriel comme un petit fonds de commerce, cela prend un peu plus de temps », indique Stefano Araujo, qui suit le dossier pour l'OGBL. En attendant la reprise, les salarié·es sont sans employeur officiel, rendant impossible un plan de maintien dans l'emploi. Ceux et celles qui résident au Luxembourg doivent répondre à des offres d'emploi, alors que le repreneur tient à les conserver pour un redémarrage efficace. C'est encore plus sensible pour le personnel frontalier, qui représente deux tiers des effectifs. Les règles d'indemnisation varient d'un pays à l'autre et nombre de personnes sont sans revenu depuis quatre mois. La France et la Belgique comptabilisent les indemnités de licenciement touchées après la faillite comme des revenus, ce qui retarde l'ouverture des droits au chômage. « Tout le monde est de bonne volonté, mais il y a un vide juridique qui ne permet pas de conserver les personnes sur le site », constate Stefano Araujo. Les syndicats ont demandé au ministre du Travail de réfléchir à un dispositif permettant d'y remédier, lors d'une réunion tenue le 7 avril. Mais visiblement, Georges Mischo n'a pas de solution.

## Paul Watson temporairement libre de voguer à nouveau

(ts) – L'Organisation internationale de la police criminelle (Interpol) a suspendu la notice rouge émise à l'encontre de Paul Watson par le Japon jusqu'à l'examen complet de l'affaire par sa commission de contrôle des fichiers. Cette dernière devrait rendre sa décision définitive après sa session de juin, indique l'antenne française de Sea Shepherd, ONG de défense des océans fondée par Paul Watson. Entre-temps, la liberté de mouvement du capitaine est rétablie et les États et organisations membres d'Interpol sont tenus d'ignorer la demande d'arrestation japonaise. Le Japon avait émis un mandat d'arrêt international en 2012 à l'encontre du militant écologiste, qu'il accuse de « conspiration d'abordage » pour des faits remontant à 2010. D'après les autorités nippones, Paul Watson serait responsable d'avoir blessé au visage un marin sur un baleinier en jetant une boule puante sur le pont du navire. En raison de ce mandat, le capitaine avait été arrêté et détenu cinq mois au Groenland, avant d'être finalement libéré et de rejoindre la France (woxx 1810 et 1817). D'après Sea Shepherd France, la commission a exprimé des doutes quant à la conformité de cette notice, du fait de la motivation politique du Japon, de la disproportion du mandat d'arrêt ainsi que des risques de mauvais traitements en détention et de violation des droits fondamentaux de Paul Watson, notamment son droit à un procès équitable. Le Japon a pour sa part indiqué « [souhaiter] collaborer avec les ministères et organismes concernés pour réagir de manière appropriée », fait savoir le quotidien français La Voix du Nord.